

201⁶7

Fragments d'Italie

Di Rupo, chroniques d'une ambition (6/6)

Président du PS depuis 1999, Elio Di Rupo poursuit un rêve, mais lequel ? Celui, narcissique, de battre des records de longévité au pouvoir ? Ou celui, politique, de

maintenir la domination socialiste en Wallonie et à Bruxelles ? Avec Bart De Wever, auquel nous avons consacré une série cet été, il est en tout cas l'homme qui a le plus pesé sur la trajectoire de la Belgique au cours des années 2000. Durant six jours, "La Libre" explore le mystère Di Rupo.

■ "Je ne suis pas le porte-parole de la communauté italienne. Je ne veux pas l'être. Cela ne m'intéresse pas", s'emportait-il en 1990. Politiquement, Di Rupo est un pur produit du système belge.

Récit François Brabant

Cette interview-là est vouée à l'oubli. Pas un instant Elio Di Rupo n' imagine qu'elle ressortira un jour des bibliothèques universitaires auxquelles elle est destinée. En ce début 1990, le socialiste siège depuis quelques mois au Parlement européen. Pourtant, si son interlocuteur vient d'allumer un dictaphone, ce n'est pas pour l'entendre au sujet de ses activités politiques à Strasbourg. La conversation doit porter sur un domaine plus intime : le rapport du député à ses racines italiennes – dont il ne parle jamais en public.

Faisant exception à la règle, Elio Di Rupo a accepté la requête d'un chercheur en sociologie, Marco Martiniello. Ce jeune Liégeois poursuit à l'université de Florence un doctorat sur le thème "leadership et pouvoir dans les communautés ethniques d'origine immigrée". Son étude porte en particulier sur le cas des Italiens en Belgique francophone.

Le fait que l'entretien soit retranscrit de façon totalement anonyme a rassuré Elio Di Rupo. Lui-même docteur en chimie, il sait par ailleurs le sacerdoce que représente la rédaction d'une thèse. De dix ans son cadet, Marco Martiniello est comme lui un Belgo-Italien de la deuxième génération. Il a grandi à Ougrée, au pied des hauts-fourneaux. Son père est arrivé sur le sol belge en 1947, l'année même où Nicola Di Rupo, le père de l'élusocialiste, posait son unique valise à Morlanwelz, après un long voyage depuis San Valentino, dans les Abruzzes.

Trois décennies plus tard, Elio Di Rupo a fait du chemin. Mais, contre toute attente, des bribes de l'entretien accordé un jour de 1990 ont résisté à l'anonymat promis. Quiconque ouvre la thèse de Marco Martiniello découvre à la fin du document une liste des témoins consultés par l'auteur. Ces "sujets d'enquête principaux" sont simplement désignés par un chiffre. Par déduction, il est toutefois possible d'identifier avec certitude le répondant 11, "deuxième génération, 37 ans, diplôme postuniversitaire", comme étant le futur Premier ministre belge.

Ce qui étonne, dans les propos d'un Di Rupo alors à l'aube de sa carrière, c'est la vigueur avec laquelle il rejette toute affiliation communautaire. "Je ne suis pas le porte-parole de la communauté italienne, insiste-t-il. Certainement pas ! Je ne veux pas l'être. Cela ne m'intéresse pas. Moi, je fais tout, justement, pour que les différences n'existent pas et que les gens m'apparaissent comme identiques." Plus loin, le député européen martèle à nouveau son éloignement du sérail communautaire. "Moi, je suis un représentant de la nation belge. Je ne peux pas être en porte-à-faux. Je ne suis pas issu, je ne suis pas porté par le milieu des associations italiennes."

La mémoire de mon espèce

Le discours d'Elio Di Rupo, en 1990, frappe aussi par sa volonté de présenter ses racines italiennes comme une aubaine, et non une source de discrimination. "La culture mixte donne directement une dimension internationale aux choses et ça, c'est un grand avantage. L'immigré de la deuxième génération qui réussit à avoir un certain bagage éducatif, a immédiatement l'ouverture sur le marché et, dans une société comme la nôtre, c'est un atout."

En 1989, son tract pour les élections européennes respirait déjà cet idéal transfrontière. "De par mes origines, ma formation scientifique et mon tempérament social, j'espère profondément en l'Europe en gestation", témoignait le candidat. Dans sa thèse, Marco Martiniello

*"Je n'ai pas
la moindre
hésitation,
je soutiens
les Diables."*

ELIO DI RUPO

Lors de l'Euro 2000, avant le
match Belgique-Italie

**Elio Di Rupo
n'est pas un
rital. Il a tout
fait pour ne
pas le rester.**

le décrit comme particulièrement représentatif d'une "nouvelle italianité". Celle-ci se caractérise par le "retournement de perspective" d'Italo-Belges en ascension sociale, qui veulent se servir de leurs origines comme d'un tremplin, au lieu de les considérer comme un handicap.

D'après le sociologue, cet état d'esprit est l'exact inverse d'une autre attitude observable parmi les immigrés de la deuxième génération, un mélange de nostalgie et de plainte dont la chanson "Le Rital" serait le paradigme. Interprétée par Claude Barzotti, né à Châtelaineau en 1953 (deux ans après Di Rupo), la mélodie démonte le mythe de l'intégration réussie et de l'exil heureux. *"Je suis rital dans mes colères. Dans mes douceurs et mes prières. J'ai la mémoire de mon espèce. Je suis rital et je le reste."* Chez

Barzotti, au contraire de Di Rupo, la culture mixte est davantage perçue comme une malédiction. *"C'est vrai je suis un étranger. On me l'a assez répété."*

Sur les deux tableaux

Elio Di Rupo n'est pas un rital. Il a tout fait pour ne pas le rester. C'est la raison pour laquelle il s'étend si peu sur ce pedigree qui le relie aux montagnes des Abruzzes, unique région d'Europe occidentale où coexistent, aujourd'hui encore, trois grands prédateurs – ours, loup et lynx.

A ses débuts en politique, dépourvu de réseau, le Montois a cependant bénéficié d'un fort courant de sympathie de la part de ceux qui se reconnaissaient le plus en lui : les travailleurs issus de l'immigration ita-

lienne. A présent retraité, Mario Longo a ainsi été un disrupteur de la première heure. Il supervisait, à la fin des années 1980, les campagnes du socialiste. *"Il nous fallait jouer sur les deux tableaux, raconte-t-il. D'une part, s'appuyer sur les électeurs italiens, via les relais, les associations italiennes, qui étaient encore très nombreuses et bien vivantes à l'époque. D'autre part, consolider l'ancrage parmi les gens du cru."*

Un acteur politique, fin connaisseur de l'immigration italienne en Hainaut, brosse à grands traits le contexte dans lequel Elio Di Rupo s'est inscrit. *"A l'époque, la plupart des immigrés italiens n'avaient pas le droit de vote en Belgique. En revanche, beaucoup étaient affiliés au PSI, le parti socialiste de Bettino Craxi. Il leur arrivait de soutenir l'un ou l'autre candidat belge d'origine italienne, en collant des affiches ou en organisant des meetings. Di Rupo a été l'un de ceux-là. Les attaches italiennes ont été un argument électoral à ses tout débuts, qu'il a ensuite gommé très fort. Il*

y a eu chez lui une volonté de normalisation complète, mais aussi l'envie d'asseoir une notoriété politique qui dépasse la sphère communautaire. Cela a même laissé un peu de ressentiment chez des militants italiens, qui se sont sentis lâchés."

Parallèlement, Elio Di Rupo affronte une xénophobie plus ou moins explicite. En 1991, lors d'une veillée du Premier Mai à Deux-Acren, son rival sur la liste PS aux législatives, Willy Taminiaux, joue la corde du patriotisme local pour mieux le stigmatiser. *"Moi je suis d'ici, je ne viens pas d'un autre pays. Nous, on se connaît parce qu'on vient de la même terre"*, minaude le bourgmestre de La Louvière, devant ses militants.

Diabes rouges

Elio Di Rupo ne commencera à parler de ses origines italiennes qu'assez tard, vers la seconde moitié

des années 1990. *"Je me demande si ce n'est pas à partir de son coming out forcé, après l'affaire Trusgnach, qu'il assume aussi son italianité"*, suggère Marco Martiniello, aujourd'hui professeur à l'université de Liège.

Quoi qu'il en soit, Elio Di Rupo ne s'érige jamais en leader d'une minorité. Lors de l'Euro 2000, alors qu'un match Belgique-Italie se profile, son staff s'interroge. Que doit répondre le président du PS si on lui demande quelle équipe il soutient ? La Nazionale de Cannavaro ? Ou les Diabes rouges de Wa-seige ? Parmi les conseillers du boulevard de l'Empereur, Benjamin Cadranet et Frédéric Delcor hésitent. Toni Pelosato assure qu'il faut, bien sûr, soutenir l'Italie. Philippe Close rappelle le poids de la communauté italienne du Borinage. Il propose à son patron une solution médiane : *"Pourquoi ne pas dire que vous soutenez les deux ?"* Aussitôt, il se fait rabrouer par un Di Rupo presque agressif, irrité qu'on puisse douter de sa loyauté nationale. *"Comment peux-tu me poser la question ? Je n'ai pas la moindre hésitation : je soutiens les Diabes."*

Pur produit du système belge, Elio Di Rupo regarde peu vers le pays de ses ancêtres. Ses références littéraires sont surtout françaises. Sa culture mode, plutôt américaine. Son rapport affectif à l'Italie se joue à un autre niveau. Il ne passe ni par le cinéma, ni par le sport, ni par la musique. Du reste, Paul Magnette parle mieux que lui la langue de Dino Buzzati, ce qui a le don de l'agacer secrètement. L'Italie, pour le président du PS, c'est avant tout un refuge. La maison familiale des Abruzzes est le seul endroit au monde où il peut échapper aux regards, aux questions. Là, préservé de toute agressivité, il dort, lit, roule à vélo.

Tragédie

Reste enfin ce lien indéfectible avec les citoyens de l'Italo-Belgique. *"Les premiers qui l'ont soutenu,*

les derniers qui le soutiendront", souffle un mandataire. Le 8 août dernier, Elio Di Rupo se trouvait, bien sûr, à Marcinelle pour commémorer les 262 mineurs, pour beaucoup Italiens, morts soixante ans plus tôt au bois du Cazier. La scène, rapportent des témoins, était émouvante tant, hors de toute considération partisane, les rescapés et les enfants des victimes regardaient, touchaient Di Rupo comme un des leurs. Comme si, à travers ce contact, affleurerait toute la douleur d'une aventure collective, depuis les premiers baraquements boueux découverts sur le sol belge.

"Des catastrophes comme celle de Marcinelle nous rappellent, chaque année à la même date, que les Italiens ont payé cher le droit d'être respectés", avait lancé Di Rupo huit jours plus tôt, depuis Manopello, un village abruzzese d'où étaient originaires vingt-deux hommes disparus en 1956. Le Montois avait ensuite enclenché un refrain plus positif. *"Si l'on doit se souvenir du prix payé par les mineurs, nous devons aussi penser à toutes les réussites européennes. J'en suis témoin, l'ouverture des frontières a permis de véritables parcours d'émancipation."* Définitivement plus Di Rupo que Barzotti.